

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 10/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**IPC PETROLEUM FRANCE**

MACLAUNAY  
51210 Montmirail

Références : D1 i 2025-1059  
Code AIOT : 0005701409

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement IPC PETROLEUM FRANCE implanté MACLAUNAY 51210 Montmirail. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit d'une part, dans le cadre de l'action nationale "perte d'utilités", et d'autre part, permet de s'assurer que les remarques de la visite du 03/12/2024 ont bien été prises en compte par l'exploitant.

Par ailleurs, cette visite permet également de vérifier le respect de plusieurs obligations réglementaires.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IPC PETROLEUM FRANCE

- MACLAUNAY 51210 Montmirail
- Code AIOT : 0005701409
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société IPC exploite un champ pétrolifère mettant en œuvre des sites d'extraction, un centre de production de pétrole brut sur le site de Montmirail. Le site est classé seveso seuil haut pour ses stockages de pétrole brut.

L'extraction du pétrole brut est effectuée sur une soixantaine de puits. Le transfert du brut est réalisé à 80 % par un maillage de canalisations jusqu'au centre de Montmirail. Les 20 % restants sont acheminés par camions citernes sur la zone de déchargement du site.

La production représente environ 300 m3 par jour, et est intégralement acheminée par camions citernes jusqu'au Havre.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- ATEX
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Complétude de la déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	9 mois
7	Installations électriques	AP Complémentaire du 15/07/2019, article 7.5.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
5	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21, section III	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la perte d'utilité électrique, le site est parfaitement préparé, toutes les Mesures de maîtrise des risques restent opérationnelles.

En effet, la coupure électrique du réseau de distribution reste transparente pour les barrières de sécurité. Par ailleurs, des vérifications périodiques sont réalisées afin d'éviter toute défaillance des équipements contribuant à la protection du site.

Néanmoins, l'exploitant doit rendre ses installations électriques conformes et apporter des explications sur ses dépassements en Composés organiques volatils non méthaniques (émission et concentration) .

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Utilités
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>« L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>[...]</p> <p>« Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique au service de l'inspection que l'alimentation du site se fait par de la THT de 20000 V provenant du réseau Enedis.</p> <p>S'il y a une perte d'électricité, alors deux groupes électrogènes prennent la relève.</p>

Un groupe de 400 KVa qui est affecté au process et un groupe électrogène, moteur Perkins, de 800 KVa, spécifique pour le risque incendie.

Pour le volet Process:

- Lorsqu'il y a coupure du réseau, le groupe se met en fonctionnement de manière automatique pour garder les fonctionnalités de la zone process. Mais, le fonctionnement des puits, un maillage d'une soixantaine, est coupée automatiquement via un report d'alarme de perte électrique du réseau sur le site de séparation de Montmirail. Cela permet de sécuriser la zone process en évitant toute mise en pression des canalisations du site d'exploitation, même si cette dernière est équipée de soupapes de sécurité. En effet, ce qui provient des puits de forage est constitué d'huile, d'eau et de gaz.

De plus, l'injection vers les puits de l'eau récupérée lors du processus de séparation est stoppée.

Pour le volet incendie:

- Lorsqu'il y a coupure du réseau, le groupe de 800 KVa prend la relève, également de manière automatique et permet de conserver toutes les fonctionnalités des Mesures de Maitrise des Risques (MMR), détection-transmission-action, au nombre de 5 sur le site.

Aucun délestage n'est réalisé et les deux pompes électriques au niveau du bassin de réserve incendie sont opérationnelles.

L'exploitant indique au service de l'inspection qu'un test mensuel est réalisé sur le scénario de la coupure du réseau.

Par ailleurs, l'ensemble des équipements participant au maintien en sécurité du site font l'objet de vérifications permanentes:

- contrat de maintenance pour les MMR, la dernière vérification s'est réalisée le 24/06/2025;
- contrat de maintenance pour les onduleurs;
- entretien annuel des groupes électrogènes avec vérification mensuelle et mise en fonctionnement.

L'exploitant indique au service de l'inspection qu'une perte d'utilité électrique reste transparente sur le site à l'exception de l'arrivée des puits de forage et de l'injection de l'eau qui sont stoppées. Aussi, le responsable de maintenance nous confirme, une inertie, d'environ 1 minute pour que toutes les utilités du site soient de nouveau opérationnelles lors du passage du réseau d'alimentation aux groupes électrogènes.

In situ, dans le local où se situe l'inverseur automatique, le service de l'inspection a demandé à l'exploitant la procédure en cas de défaut sur le basculement automatique des systèmes de sécurité sur le groupe.

L'exploitant indique que s'il y a perte d'utilité électrique et que le basculement ne s'est pas réalisé, une alarme se déclenche en salle de contrôle afin de réaliser une intervention humaine pour basculer l'inverseur manuellement.

Pour ce faire, une clef dans le local est prévue à cet effet. Le service de l'inspection a pu constater sa présence au droit du bloc inverseur.

Il est à noter que le site dispose d'un autre groupe électrogène de secours pour l'incendie, ainsi que deux motopompes.

Le service de l'inspection constate que, malgré l'éventualité d'une perte du réseau électrique, les barrières de protection ainsi que les équipements de lutte contre l'incendie restent actifs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 :** Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Maintenance et test

**Prescription contrôlée :**

*"Maîtrise des procédés.*

*Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.*

*Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.*

*[...] "*

**Constats :**

Le service de l'inspection a choisi le scénario 1.5 de l'étude de dangers, un phénomène dangereux pouvant sortir du site; un incendie sur les aires de chargement et déchargement des camions citernes.

Pour information, l'aire de déchargement reçoit un maximum de 10 camions/semaine, soit 20% de la production. Quant à l'aire de chargement, cela représente 30 camions/semaine pour une livraison au Havre.

Lors de la précédente visite du 03/12/2024, le service de l'inspection avait demandé à l'exploitant de scinder cette mesure de maîtrise des risques (MMR) en deux pour les raisons suivantes:

- la zone de chargement est différente de la zone de déchargement;
- la chaîne de "détection/action" est différente, entièrement automatisée sur le quai de chargement, et dépendante de l'intervention humaine sur la zone de déchargement.

L'exploitant a scindé cette MMR en deux avec une chaîne de détection/intervention différente sur les deux zones. Il explique au service de l'inspection que les caractéristiques du produit sur la zone de déchargement sont différentes des caractéristiques du produit sur la zone de chargement,

En effet, contrairement à la zone de chargement où l'huile est à 100% suite au processus de séparation, le pétrole brut, extrait du sol, amené au quai de déchargement par camion, est quant à lui, constitué à 95% d'eau.

Ainsi, le fonctionnement des chaînes MMR est le suivant:

- Sur la zone de déchargement, si un incendie se déclenche, l'opérateur, lors de l'opération de dépotage, peut actionner une commande manuelle qui déclenchera la rampe de déluge. Néanmoins, suite au report d'alarme de la détection incendie automatique, et/ou à la vidéosurveillance, cette commande peut être actionnée via la salle de contrôle.

<p>- Sur la zone de chargement, tout est automatique sans besoin d'une intervention humaine. Si un incendie se déclare, la détection est réalisée par des ampoules à détection de chaleur commandant le système d'aspersion à poudre (réserve de 100 kg) situé au point bas du quai de chargement.</p> <p>L'entretien de ces MMR est réalisé annuellement, et fait l'objet d'un contrat d'entretien. L'exploitant a remis au service de l'inspection la dernière vérification du système DEXA du quai de chargement réalisée le 24/06/2025.</p> <p>La chaîne "Détection-transmission-action" est vérifiée de manière périodique conformément aux prescriptions du constructeur et les opérations de maintenance préventive, afin d'éviter toute dérive dans la chaîne MMR, sont régulièrement réalisées.</p> <p>Sur la maintenance périodique du 24/06/2025, le service de l'inspection peut observer le remplacement de 4 fusibles à ampoule, ainsi que le joint du réservoir à poudre de 100 kg. Par ailleurs, les cartouches sont pesées, les essais de percussion sont effectués, et le soufflage des tuyauteries d'émission réalisé.</p> <p>In situ, le service de l'inspection a pu observer sur la zone de déchargement, les commandes manuelles, le système de déluge au dessus du quai ainsi que plusieurs extincteurs.</p> <p>Quant à la zone de chargement, le service de l'inspection a constaté les ampoules à détection, le système d'aspersion et la réserve de 100 kg de poudre.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique au service de l'inspection, qu'en cas de défaillance du système DEXA, un canon à mousse proche du quai de chargement est capable de venir en secours.</p> <p>Ce scénario faisait l'objet du dernier plan d'opération interne (POI).</p> <p>Le service de l'inspection a pu constater la présence de ce canon à mousse ainsi que sa réserve associée, et n'a pas de remarque particulière à formuler.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Arrêts et mise en sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"[... ]  <i>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</i>          [...]"</p> <p><i>Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026"</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le service de l'inspection a interrogé l'exploitant sur le fonctionnement des MMR en cas de perte d'utilité électrique.</p> <p>L'exploitant indique que le fonctionnement des MMR est différent d'une zone à l'autre.</p> <p>Sur la zone de déchargement, où le liquide est constitué de 95% d'eau, si une perte d'alimentation du réseau venait à se produire, le groupe de 800 Kva, dédié aux systèmes de protection contre le risque incendie, prendrait le relai de manière automatique.</p>

Il est à noter que sur cette zone, le déclenchement du système incendie (rampe de déluge) se fait de manière manuelle :

- soit par l'opérateur in situ via un coup de poing situé au droit de la prise de dépotage ;
- soit par la salle de contrôle, suite au report d'alarme et/ou à la vidéosurveillance,

Sur la zone de chargement, huile à 100%, la MMR est totalement autonome et indépendante du réseau électrique ou du groupe électrogène. En effet, la chaîne détection/extinction n'a pas besoin d'électricité. Cette chaîne fonctionne simplement avec la pression du système d'aspersion à poudre.

Pour ces deux MMR, comme les autres, la coupure du réseau de distribution d'électricité est transparente. Les MMR gardent leur fonctionnalité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

*"Équipements à l'arrêt.*

*En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.*

*Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.*

*L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).*

*Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements."*

**Constats :**

L'exploitant indique au service de l'inspection que chaque groupe électrogène possède sa propre réserve.

Comme évoqué au point n°1, aucun délestage n'est opéré sur les systèmes de lutte contre le risque incendie.



<p>Le service de l'inspection a pu constater qu'un réservoir à carburant supplémentaire est adossé au groupe de 800 Kva, permettant ainsi de pouvoir garder son site en sécurité sur une durée supérieure à 48h.</p> <p>Concernant, le groupe de la zone "process", il permet de garantir les utilités pour le chargement et le déchargement ainsi que le process de la séparation, de l'huile, de l'eau et du gaz. Les puits, amenant par canalisation environ 80 % de la production de brut, sont quant à eux stoppés et la réinjection de l'eau, issue de la séparation, s'arrêtent.</p> <p>Par conséquent, l'exploitant est capable de garder ses systèmes de lutte contre le risque incendie opérationnels et pouvoir continuer les opérations en cours sur la zone process.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21, section III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification des installations contre le risque foudre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>" L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.  Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.  L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.  « Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.  « Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.  [...]."</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis en amont de la visite au service de l'inspection la vérification foudre visuelle réalisée le 04/11/2024.  Aucun observation n'est présente.  Le service de l'inspection a demandé a consulter le rapport complet foudre réalisé le 08/12/2023. La vérification indique une installation conforme au risque lié à la foudre.  Par ailleurs, une mise à jour, de l'analyse du risque foudre ainsi que de l'étude technique foudre a été réalisé en 2021.  La prescription est respectée</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Complétude de la déclaration GEREP**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Déclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>"La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1"</i>
<b>Constats :</b>  Le service de l'inspection a consulté en amont de la visite la complétude de la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Tous les items sont renseignés. Cependant, suite à l'analyse des résultats, plusieurs dépassements sont constatés par le service de l'inspection: - Sur les émissions de composés organiques volatils non méthaniques (COVnm), avec une valeur de 42446 kg/an, supérieure au seuil de rejet maximum de 30000 kg/an, fixé dans l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31/01/2008. - Sur les concentrations de COVnm, avec une valeur de 133 mg/m3, supérieure au seuil maximum de 20 mg/Nm3, fixé dans l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2019  Ces valeurs sont non conformes, le service de l'inspection demande à l'exploitant d'apporter une explication sur ces dépassements et d'entamer une action corrective.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

#### N° 7 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/07/2019, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>"Les installations électriques sont conformes à la norme NFC 15.100 et à la réglementation en vigueur. Un contrôle est effectué au maximum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. L'exploitant doit remédier à toutes les déficiences relevées dans les délais les plus brefs."</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a remis au service de l'inspection en amont de la visite le rapport de la vérification des installations électriques réalisée le 29/08 et 09/10/2024 sur: - Bureaux,, ateliers, magasin, restaurant, laboratoire" : 52 observations sont présentes, dont 21 récurrentes; - Centre de production: 18 observations, dont 9 récurrentes. Sur les observations relatives au centre de production, l'exploitant a remis au service de l'inspection l'ordre de travail 213777 du 18/02/2025, justifiant de la levée de 16 écarts. Concernant, les bureaux, ateliers, magasin, restaurant et laboratoire, l'exploitant a entrepris une planification afin de lever tous les écarts précisés dans le rapport de vérification.

Le service de l'inspection demande à l'exploitant de réaliser les opérations nécessaires au retour à la conformité de ses installations électriques et de transmettre les justificatifs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois